

Bulletin de la SQEP

Société québécoise d'évaluation de programme

Vol. 1 no 2

Mars 1988

La famille s'agrandit

Le premier numéro du **Bulletin** était le fruit de la collaboration de trois personnes. Dans ce numéro le cercle des collaborateurs s'agrandit. Un des objectifs du **Bulletin**, qui est d'être un moyen privilégié de contact entre le conseil d'administration et les membres, se concrétise déjà dès ce numéro. Le prochain pas à franchir c'est d'avoir de vos nouvelles. Nous espérons donc qu'après la lecture de ce numéro, vous vous précipiterez sur votre crayon ou votre micro pour

nous faire connaître ce qui se passe dans votre milieu.

Toutefois, il se peut que malgré votre bonne volonté, un coup de téléphone, une urgence ou encore une lourde charge de travail vous empêche de mettre immédiatement ce projet à exécution. Afin de vous rappeler cette agréable tâche, une chaîne téléphonique est mise sur pied et quelques fois par année vous aurez l'agréable surprise d'entendre quelqu'un vous demander de vos nouvelles.

Ca bouge au MSSS

1988 une année qui semble devenir une année fébrile pour l'évaluation de programmes au Ministère de la Santé et des Services sociaux (c'est ça le MSSS). La nomination de madame Sylvie Dillard comme directrice de la Direction de l'évaluation a été extrêmement bien accueillie. Son séjour comme coordonnatrice à la recherche pour la Commission d'enquête sur le système de santé et de services sociaux (mieux connue sous le nom de Commission Rochon), son expérience comme chercheuse et sa connaissance de la fonction publique en faisait une candidate idéale. Je pourrais m'étendre longuement sur ses qualités, mais comme je sais qu'elle va lire cet article tout comme mes collègues, je ne voudrais pas qu'on m'accuse de flagornerie.

Le rôle accru que veut donner la Commission Rochon au Ministère en ce qui a trait à la planification et à l'évaluation, le débat sur la privatisation des services de santé et des services sociaux et le rôle des CRSSS sont autant de sujets qui vont retenir l'attention pour ne pas dire hanter de la Direction. Ce ne sont pas les seuls, mais ces exemples illustrent le fait que les travaux d'évaluation peuvent être d'actualité même dans un gros ministère comme le nôtre.

Alain Saucier

INFO-RESSOURCES

Cette chronique a pour objectif de faire connaître des documents produits au Québec en relation avec l'évaluation de programme: protocoles ou rapports de recherche, instruments de mesure, relevés de littérature, thèses ou mémoires, articles de revues, livres. Chaque lecteur et lectrice est invitée(e) à faire parvenir à l'adresse du journal ce type d'information, afin d'en assurer la diffusion à tous les membres et de favoriser une plus grande utilisation de nos ressources locales.

Laflamme, M.K. **Support des méthodes qualitatives dans l'évaluation de programme.** Québec:

Direction des services professionnels, Centre des services sociaux du Québec, 1987, Miméo.

Il fut un temps où la recherche qualitative était associée à la recherche exploratoire et très peu valorisée. A la limite, elle n'avait statut de méthode qu'en anthropologie. Depuis une dizaine d'années, on "redécouvre" l'approche qualitative.

Sommaire

• La famille s'agrandit.....	1
• Ca bouge au MSSS.....	1
• Info-ressources.....	1
• Un thème d'action.....	2
• Merci aux irréductibles.....	4
• Table ronde à Québec.....	5
• Conférences 88.....	5

Pour qui n'est pas familier avec l'approche ou souhaiterait se mettre à jour, le travail de Michel Lafamme et un cadeau du ciel! Jugez-en par vous-même: une bibliographie thématique de 80 titres (1966-1986); une présentation succincte des travaux (1983); la description de deux publications québécoises consacrées à l'analyse qualitative en général, soit le numéro thématique de la revue *Sociologie et Société* (XIV, 1, 1982) et le livre publié sous la direction de J.P. Deslauriers, **La recherche qualitative: résurgence et convergences** (Chicoutimi: GRIR 1985). Le document de Michel Lafamme est véritablement un outil de travail à partir duquel on peut poursuivre ses lectures, suivant deux thèmes principaux: l'approche qualitative et l'évaluation de programme; les différentes méthodes de la recherche qualitative. On peut se procurer une copie de cette re-
cension, en s'adressant à l'auteur, à l'adresse suivante:

CSS de Québec
540, boulevard Charest
Québec (Québec)
G1K 8L6

**Recherche-action-évaluation. Service social,
35 1-2, 1986**

Un numéro de la revue *Service Social*, publiée par l'École de service social de l'Université Laval, traite de l'évaluation "ici et maintenant". Le propos de ce numéro thématique est de démontrer l'intérêt de l'évaluation pour les praticiens sociaux. La question est d'abord traitée du point de vue épistémologique dans l'article de R.B. Zuniga, "Evalueurs, chercheurs et travailleurs sociaux". A. Beaudoin et J. Plante proposent ensuite chacun un modèle d'évaluation, soit l'évaluation sur système unique et l'évaluation institutionnelle. L'évaluation sur système unique permet à l'intervenant de se faire évaluateur, alors qu'avec l'évaluation institutionnelle, c'est l'organisation elle-même qui va "se prendre en charge pour s'améliorer".

Une série d'articles traitent de projets d'évaluation spécifiques. F. Ouellet rapporte l'expérience de l'évaluation du programme de premier cycle en service social, réalisé suivant le modèle de l'évaluation institutionnelle. Ce projet est aussi représentatif d'une approche formative en évaluation de programme. Trois articles font référence à des évaluations formatives de l'intervention auprès de différentes populations cibles: les jeunes contrevenants (Bruneau et coll.); les familles en situations à risque (Darveau-Fournier et coll.); les femmes violentées (Rinfret-Raynor et coll.). Quant à R. Blais, il fait état d'une recherche dans des CLSC sur la résistance à l'évaluation.

Ces articles ont l'intérêt de fournir des informations directement applicables, en rapport avec un "savoir-faire". L'article de Chambaud et coll. est à ce titre précieux, en ce qu'il trace un bilan de la recherche-action au Québec. L'ouvrage se termine sur un "état de la question" préparé par Beaudoin et coll. Cet article identifie

les différentes facettes de l'évaluation et fournit des repères pour s'y retrouver.

Céline Mercier

**UN THEME D'ACTION POUR
1988: REpondre AUX BE-
SOINS DES MEMBRES**

LES OBJECTIFS DE LA SQEP POUR 1988

Suite à la première assemblée générale annuelle des membres tenue en novembre 1987, le conseil d'administration a retenu deux objectifs de base pour 1988 soit:

- la consolidation de la gestion
- la formation des membres.

LES MOYENS D'ACTION POUR 1988

La formation des membres doit se concrétiser par cinq types d'activités soit:

- le bulletin de liaison
- l'organisation du congrès de la Société canadienne d'évaluation du 16 au 18 mai 1988 à Montréal
- les séminaires
- les déjeuners-causeries
- la création d'un répertoire des cours universitaires touchant à l'évaluation de programmes au Québec.

**LE QUESTIONNAIRE ADRESSE AUX
MEMBRES**

Afin d'être mieux à même de définir un contenu d'activités le mieux adapté aux besoins des membres, un questionnaire a été adressé à chacun(e) d'entre vous en décembre 1987. Les questionnaires retournés devraient nous permettre de mieux orienter le plan d'activités de la Société pour 1988.

Les lignes d'action qui se dégagent à partir des propositions faites par les membres sont les suivantes:

**LES ATTENTES DES MEMBRES VIS-A-VIS LE
BULLETIN DE LIAISON**

Les attentes vis-a-vis le journal de liaison se regroupent par ordre d'importance décroissante, selon les cinq thèmes soit:

- a- l'établissement des liens entre les membres

Ce thème implique notamment de faire connaître ce qui se passe en termes d'évaluation dans les organisations tant publiques que privées.

b. l'information sur les évaluations réalisées

Le second thème en importance a trait à l'information sur les études d'évaluation réalisées en termes principalement de problèmes et de solutions apportées dans des cas concrets.

c. l'information sur les connaissances méthodologiques

Selon les propositions émises, ce thème engloberait la diffusion d'informations reliées à la théorie de l'évaluation de programmes comprenant les concepts, les approches, les méthodologies incluant le développement de nouveautés.

d. l'information sur les modes organisationnels

Un autre thème avancé par les membres comprend des sujets touchant à l'organisation de la fonction d'évaluation tant dans le secteur public que privé. Les sujets attendus couvrent des champs comme les politiques d'évaluation, la gestion de la fonction tant au Québec qu'à l'étranger, etc.

e. les potins

Le journal devrait également servir à faire connaître aux membres divers faits touchant à l'évaluation. Ces informations pourraient comprendre les dates d'événements comme les colloques, la publication de livres, les nouvelles relatives aux diverses unités d'évaluation, etc.

LES ATTENTES DES MEMBRES VIS-A-VIS LES SEMINAIRES ET LES DEJEUNERS-CAUSERIES

Les thèmes de séminaires et de déjeuners-causeries proposés sont multiples et comprennent plusieurs facettes. Les propositions faites peuvent se regrouper autour de cinq thèmes.

a. les études cas

Ces propositions touchent des points comme les évaluations d'impact et de pertinence dans divers secteurs et notamment, en matière de santé, de services sociaux et d'éducation.

b. les approches d'évaluation

Les suggestions avancées touchent entre autres, les étapes d'une évaluation, incluant l'évaluation stratégique, l'évaluation horizontale, etc.

c. les méthodologie spécifiques

Comment réalise-t-on un échantillonnage? un questionnaire? Comment développe-t-on des indicateurs? Comment développe-t-on une méthode expérimentale ou quasi-expérimentale?

d. les résultats et l'impact de l'évaluation

Les propositions faites à ce niveau pourraient inclure des sujets comme la méta-évaluation, l'utilité de l'évaluation pour les décideurs, l'impact des études sur les clients des programmes, etc.

e. les rôles, tâches et responsabilités

Quelques propositions touchent les rôles, tâches, responsabilités de même que l'imputabilité des évaluatrices et évaluateurs ainsi que celle des gestionnaires et clients des évaluations.

LES AUTRES PROPOSITIONS DES MEMBRES

Outre les besoins de formation, certains membres ont émis des propositions concrètes incluant des éléments comme la création d'un lexique et l'établissement des contacts avec d'autres sociétés ou associations.

LA SYNTHÈSE D'ENSEMBLE DES BESOINS DES MEMBRES

Au delà des thèmes et sujets d'intérêt proposés, les membres ont fait état que leurs attentes sont principalement liées aux échanges qui peuvent intervenir entre les participants. Les besoins émis par les membres gravitent beaucoup autour de la communication d'expérience en développant, notamment, une forme de réseau d'échanges professionnels.

L'ensemble des propositions touchent principalement la formation. Nous comprenons donc que les membres désirent se rencontrer pour échanger en groupes formels (séminaires, tables rondes, déjeuners-causeries) ou informels.

UNE ACTION POUR LES MEMBRES ET PAR LES MEMBRES

Tel qu'avancé lors de l'assemblée générale de novembre 1987 et confirmé par les résultats de l'analyse des questionnaires retournés, les membres ont intérêt très net vis-à-vis la formation en matière d'évaluation. Le conseil d'administration de la Société a d'autre part établi que son rôle principal consiste davantage à coordonner les activités que les membres désirent et veulent bien se donner par une implication personnelle.

Le conseil d'administration vous proposera donc, au cours de l'année, un certain nombre d'activités visant

à créer un réseau d'échanges où une part des expériences professionnelles de chacun et chacune pourra être accessible à ceux et celles qui s'impliqueront.

Nous vous invitons à prendre part activement à l'organisation et à la conduite des activités qui seront organisées. Nous vous invitons également à nous faire part de vos commentaires, vos suggestions et notamment sur vos intérêts pour vous implanter dans la vie de la Société en communiquant avec un des membres du conseil d'administration ou en nous écrivant à l'adresse suivante:

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ÉVALUATION DE PROGRAMMES:

Case Postale 8702
Sainte-Foy (Québec)
G1V 4N6

LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ÉVALUATION DE PROGRAMMES DOIT ÊTRE L'OUTIL QUE LES MEMBRES VEULENT BIEN QU'ELLE SOIT

par Jacques Lavigne
Président
Société québécoise d'évaluation de programmes

Québec, 15 février 1988

MERCI AUX "IRREDUCTIBLES" DE L'ÉVALUATION DE PROGRAMMES DE L'EX-CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTIVITÉ

Le Conseil du trésor a aboli le Centre de développement de la productivité (CDP). Créé il y a près de trois ans et demi, le Centre, rattaché au secrétariat du Conseil, avait comme objectif de rechercher des voies de renouvellement de l'administration publique québécoise. Le Centre comportait trois services dont un, entre autres, avait pour vocation de soutenir l'implantation de l'évaluation de programmes dans l'administration.

Sous la responsabilité de monsieur Patrick Moran, le service d'évaluation des programmes a mis beaucoup d'efforts pour porter à l'avant plan l'évaluation de programmes au Québec. Les principales réalisations de cette équipe sont les suivantes:

. La coordination de l'organisation du premier colloque québécois en évaluation de programmes. Ce colloque tenu à Québec en avril 1987, a regroupé près de trois cent cinquante personnes intéressées par l'évaluation de programmes.

. L'organisation de trois journées thématiques en évaluation de programmes où les responsables des services d'évaluation de programmes des ministères de la Justice,

de la Main-d'œuvre et Sécurité du revenu ainsi que de la Santé et des Services sociaux ont esquissé l'évolution de l'évaluation dans leur organisation respective.

. Une enquête menée dans l'administration publique pour identifier les principales actions prises en matière d'évaluation.

. L'élaboration d'un projet de politique gouvernementale, projet que le Conseil du trésor a accepté en principe et qui devait être soumis à une consultation auprès des sous-ministres.

Ces réalisations ont été conduites par des personnes convaincues des possibilités qu'offre l'évaluation de programmes pour améliorer la gestion de la chose publique et les services à la population. L'existence de ce service passera à l'histoire comme étant un fait marquant de l'évaluation de programmes au Québec.

A ces personnes qui ont fait la promotion de l'évaluation de programmes, parfois contre vents et marées, nous adressons un SINCÈRE MERCI. Quelques-unes de ces personnes ont d'ailleurs été parmi les initiatives de la mise sur pied de la Société québécoise d'évaluation de programmes.

On peut cependant s'interroger sur la profondeur de l'intérêt que porte le Conseil du trésor à l'évaluation. Le service de l'évaluation de programmes de l'ex-CDP ne semble pas avoir eu de support, autre que la conviction de son personnel, de la part du secrétariat du Conseil du trésor. Les projets que ce noyau "d'irréductibles" a réalisés à contre courant, tel la tenue d'un premier colloque québécois sur l'évaluation de programmes, auront permis de commencer une certaine cristallisation de la pensée en matière chez les intervenants de la fonction publique, des réseaux et des organismes parapublics. Les activités exploratoires visant à faire le point sur l'état de développement et d'application de l'évaluation auront constitué une amorce intéressante quoique très partielle, d'une base de référence documentaire pour les diverses personnes intéressées.

L'abolition du service de l'évaluation de programmes rattaché au secrétariat du Conseil du trésor ne semble pas signifier la fin de l'intérêt que porte le Conseil à cette fonction de gestion. Le Conseil semble vouloir englober la finalité de l'évaluation dans un contexte plus global d'analyse de politiques, et, tout particulièrement, d'analyse des pratiques de gestion; cette orientation peut apparaître conforme au mandat du Conseil du trésor. On peut penser cependant que cette approche pourrait minimiser l'importance de l'évaluation. D'autre part, peut-être que cette orientation doit être perçue comme faisant partie d'une évolution normale du développement de l'évaluation, évolution qui demande beaucoup de réflexion et... de temps.

Quoiqu'il en soit, on peut s'interroger sur les facteurs qui ont conduit les autorités du Conseil à rechercher un cadre d'intervention moins spécifique pour l'évalua-

tion de programmes. On pourrait être porté à croire par exemple que les facteurs suivants ont joué dans les difficultés qu'a connues le service d'évaluation de programmes vis-à-vis le Conseil du trésor lui-même soit:

. L'insistance du Conseil à vouloir lier toute démarche d'évaluation à une perspective d'administration fondée presque uniquement sur un suivi de l'efficacité de gestion, du rendement et de l'efficience des ressources, plutôt que sur la pertinence et l'impact des programmes.

. L'insensibilité face à la dynamique traditionnelle des liens entre les ministères et organismes d'une part et le secrétariat du Conseil d'autre part.

. Une certaine méconnaissance du contenu théorique et des conditions de développement de l'évaluation de programmes.

L'intérêt moins manifeste que semble porter le Conseil du trésor à l'évaluation permet de concevoir que les ministères et organismes eux-mêmes seront plus libres de structurer à leur façon l'évaluation de programmes, ce qui peut être bénéfique. Cependant, le manque de coordination laissé par l'abolition du service d'évaluation du Conseil du trésor laisse un vide. Peut-être que le défi que présente cette coordination devrait-il être porté à un niveau politique, soit au Conseil des ministres ou, encore mieux, à l'Assemblée nationale.

JACQUES LAVIGNE

Table ronde à Québec

Afin de répondre à un des besoins les plus manifestes des membres de la SQEP, celui d'échanger entre évaluateurs et évaluatrices, vous êtes cordialement invité(e) à participer à une table ronde qui aura lieu le 23 mars 1988 à Québec. Plus précisément, cette rencontre se déroulera dans les locaux de nos collègues du Ministère de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu au 425 St-Amable à Québec à la salle 2-300.

Pas besoin d'être chevalier pour participer à cette table-ronde, il faut simplement un minimum de préparation. Mais, commençons par le début, le contexte et l'objectif. Comme nous sommes pour la plupart des autodidactes, nous n'avons pas d'alma-mater et nous ne sommes pas issus de promotions d'un département d'évaluation. Nous constituons donc un groupe de personnes dont le seul point commun est l'évaluation de programme. Pour pouvoir échanger, il faut se connaître un peu, se voir, s'entendre. C'est le but de cette première rencontre des évaluateurs de la région de Québec.

La préparation est somme toute peu exigeante. Imaginez un peu ce que vous désireriez connaître des personnes qui participeront à cet échange puis inversez les rôles. En fait, à part les renseignements d'usage comme votre nom et l'endroit où vos travaillez, on aimerait savoir depuis quand vous ou votre organisation faites de

l'évaluation, l'importance de cette unité en nombre ou par sa position dans l'organigramme, le type d'évaluation qui est privilégié, etc.

Afin de favoriser les échanges, nous aimerions connaître le nombre de participants à cette première, c'est pourquoi nous vous demandons de confirmer votre présence ainsi que le nombre de personnes en téléphonant à madame Gabrielle Dostie au 643-6583. Comme le besoin d'échanger entre les personnes oeuvrant en évaluation de programmes ne se limite pas aux seuls membres de la SQEP, les collègues non membres sont également invités. Qui sait, peut-être viendront-ils grossir nos rangs.

Alain Saucier

Evaluer avec des ressources limitées : Conférence 88

Pour la première fois de son histoire, la conférence annuelle de la Société canadienne d'évaluation aura lieu à Montréal, du 16 au 18 mai 1988. Le thème de cette année sera "Evaluer avec des ressources limitées". Cette rencontre mettra l'accent sur l'évaluation effectuée dans des conditions non-optimales. On s'intéressera plus particulièrement aux diverses stratégies pouvant être utilisées afin de mieux composer avec l'insuffisance de ressources (humaines, financières, d'information et de temps).

Le programme de la conférence, qui paraîtra au début de mars, comprend:

- deux conférences majeures portant sur le thème du congrès qui seront données par des praticiens expérimentés et reconnus pour leurs réalisations:
 - Greg Mason, président actuel de la Société canadienne d'évaluation
 - Eleanor Chelimsky, directrice de l'Institute for Program Evaluation du General Accounting Office des Etats-Unis
- une journée d'ateliers de perfectionnement (16 mai) offrant un choix de 20 ateliers différents: par exemple,
 - L'évaluation des programmes d'intervention en milieu naturel
 - Evaluation efficace, ressources limitées et attentes illimitées
 - Les méthodes qualitatives en évaluation de programmes
- Gestion de la fonction d'évaluation de programmes
 - ...
- deux journées consacrées aux communications, panels et tables rondes; ces différentes présentations sont regroupées autour de plusieurs thèmes:
 - Evaluer avec des ressources limitées
 - Le contexte politique de l'évaluation de programmes
 - Le traitement des données: approches et questions
 - Obtenir le maximum des ressources affectées à la consultation

- L'évaluation des programmes de santé et sécurité
au travail

- ...

Les ateliers de perfectionnement et les communications ont été sélectionnés afin de répondre aux besoins de ceux et celles qui oeuvrent tant aux paliers fédéral ou provincial qu'au palier municipal, et aussi bien dans les secteurs de l'éducation, de la santé ou de la sécurité publique que dans d'autres domaines d'interventions. Le grand nombre d'activités prévues devraient permettre de satisfaire les attentes des nouveaux intervenants ainsi que celles des plus expérimentés.

Le comité organisateur espère que cette conférence sera l'occasion pour ceux et celles qui s'intéressent à

l'évaluation de programmes de se rencontrer afin de comparer leurs expériences respectives et d'établir de précieux contacts professionnels et personnels.

Vous pouvez obtenir un formulaire d'inscription et une copie du programme de la conférence en vous adressant à Natalie Kischuck ou Francine Rancourt, Centre canadien de recherche sur l'informatisation du travail, 1575, boul. Chomedey, Laval, (Québec) H7V 2X2, Téléphone: (514) 682-3400

Au plaisir de vous rencontrer à Montréal
Le comité organisateur du congrès

Faire parvenir toute correspondance à:

Alain Saucier
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Direction de l'évaluation
1075 Chemin Ste-Foy, 3ème étage
Québec (Québec)
G1S 2M1
(418) 643-6583